

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

D.R.I.R.E.

Arrêté n°2003-3118

D.R.I.R.E.
Région Lorraine

16 DEC. 2003

Subdivision de BAR-LE-DUC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

DE REGULARISATION DES ACTIVITES
DE LA SOCIETE ARCELOR CONSTRUCTION FRANCE
DIVISION GALVAMEUSE A CONTRISSON

Site 1

Le PRÉFET de la MEUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le Code de l'Environnement, et notamment le Titre 1^{er} du Livre V,
- Vu la Loi sur l'Eau
- Vu le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application de la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu l'arrêté du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surface,
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- Vu l'arrêté du 23 janvier 1977 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu l'arrêté préfectoral n°91-1521 du 06/05/1991 autorisant la Sté GALVAMEUSE à exercer des activités classées pour la protection de l'environnement,
- Vu les arrêtés complémentaires n°99-1547 du 9 juillet 1999, n°2000-632 du 12/04/2000, n°2001-1656 du 03/08/2001 et n°2003-660 et 2003-661 du 04/04/2003,
- Vu la demande présentée le 17 février 2003 par le Directeur Général Délégué d'ARCELOR CONSTRUCTION FRANCE dont le siège social est à PUTEAUX, à l'effet d'actualiser ses activités de la Division GALVAMEUSE à CONTRISSON,

Vu les plans et documents joints à cette demande,
Vu les avis exprimés au cours de l'enquête administrative et les résultats de l'enquête publique,

Vu le rapport du 11/09/03 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans la séance du 21 novembre 2003,

Considérant que les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé peuvent être protégés par la stricte application des dispositions du présent arrêté,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

A R R E T E

TITRE 1^{er} : Dispositions générales :

Article 1 :

La Société ARCELOR CONSTRUCTION FRANCE dont le siège social est à PUTEAUX est autorisée à exploiter des activités classées pour la protection de l'environnement dans son usine GALVAMEUSE à CONTRISSON.

Article 2 : Installations Classées:

Les activités répertoriées dans la Nomenclature des Installations Classées sont les suivantes :

Installations et activités Classées :	Eléments caractéristiques :	N° nomenclature	Régime
Stockage de liquides inflammables de capacité supérieure à 100m ³ .	Peinture 186,2m ³ (dont 90m ³ en vrac). Gasoil : 1.2m ³ ég	1432-2-a	A
Travail mécanique des métaux Puissance > 500kW	Puissance totale usine 10935,63kw	2560-1	A
Réfrigération ou Compression Puissance > 500kW	Compression 544,1kW Réfrigération 222,1kW Total 766.2kW	2920-2-a	A
Application de vernis, peinture, etc, par pulvérisation, enduction, etc, la quantité journalière étant supérieure à 100kg	17.6t/j	2940-2 IPPC	A
Traitement des métaux et plastiques, le volume des bains étant supérieur à 1500l	Bains 76.8m ³ Rinçage 24.7m ³ Total 101,5m ³	IPPC 2565-2-a	A
Galvanisation par immersion dans du métal fondu	Une cuve de 10m ³ Une cuve de 9m ³	2567 IPPC	A

Installation de distribution de liquides inflammables		1434-2	A
Toxiques (emploi ou stockage de substances ou préparation)	Peintures 32t Produit traitement surface : 16t Total : 48t	1131-2- B C 9,6t APC 2005	A (D)
Combustion 2>P>20MW	Total usine 13.2MW	2910-A-2	D
Acide chlorhydrique et acide sulfurique à plus de 25% en poids d'acide 50<Q<250t	Acide chlorhydrique 151m3 Acide sulfurique 6m3 soit 180 tonnes au total	1611-2	D
Trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	2 fours de trempe	2561	D
Stockage et emploi d'hydrogène 100kg<Q<1t	2 remorques de 612kg au total	1416-3	D

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement et qui, bien que n'étant pas visée par la nomenclature des Installations Classées, ou étant en dessous des seuils de classement, sont de nature à modifier les dangers ou inconvénients présentés par les Installations Classées.

Article 3 : Textes en vigueur :

Sans préjudice des prescriptions du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions des textes suivants :

- Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté Ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surface ;
- Arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration ;
- Décret 98-833 du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique ;
- Arrêté Ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.
- Décret 98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400kW et 50MW ;
- Arrêté du 30 juin 1997 relatif à la trempe, recuit ou revenu des métaux ;
- Circulaire du 23 avril 1999 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative aux tours aéroréfrigérantes ;
- Arrêté du 12 février 1998 relatif au stockage et emploi de l'hydrogène.

Article 4 **Conformité au dossier**

Les installations doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques joints ou contenus dans le dossier de la demande, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification, extension ou transformation notable de ces installations doit, avant réalisation, être porté à la connaissance du Préfet du département de la Meuse, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles, et notamment à l'occasion des remplacements des matériels, de réfection des ateliers et de modifications de production, à diminuer au maximum les consommations d'énergie, de matières premières, d'eau, etc... de l'établissement.

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées à l'article 2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 5: **Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet du département de la Meuse dans le mois de la prise en charge de l'exploitation.

Article 6: **Validité de l'autorisation**

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans après la notification du présent arrêté ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le Préfet du département de la Meuse au moins un mois avant celle-ci. L'exploitant doit, à ses frais, remettre le site des installations dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, en application de l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1997 susvisé, notamment en ce qui concerne :

- ⇒ l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- ⇒ la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- ⇒ la protection des installations pouvant présenter des risques d'accidents (puits, citerne, etc.),
- ⇒ la surveillance a posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement.

Article 7: **Contrôles inopinés**

L'inspecteur des installations classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruit notamment), soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

Toutes dispositions sont prises pour faciliter l'intervention de ces organismes.

Sauf accord préalable de l'inspecteur des installations classées, les méthodes de prélèvement, mesure et analyse sont les méthodes normalisées.

Les résultats de ces contrôles et analyses - ainsi que ceux obtenus dans le cadre de la procédure d'auto surveillance - sont conservés pendant au moins 5 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, et, pour ce qui le concerne, de l'agent chargé de la Police de l'Eau.

Article 8: Déclaration d'incident

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer « dans les meilleurs délais » à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Article 9: Respect de l'autorisation

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

TITRE II

Règles d'aménagement

Article 10: Règles d'implantation

Les ateliers de travail mécanique des métaux sont situés à une distance de plus de 50 mètres des habitations occupées par des tiers.

Article 11: Plan des installations

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Article 12: Surveillance du site:

Le site sera placé sous surveillance humaine ou autre en dehors des périodes d'activité. L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.

Article 13: Aménagement des points de rejet

En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre des contrôles de rejet dans de bonnes conditions.

En particulier sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc..) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Article 14: PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

14-1) Règles générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés.

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage des autres produits en vrac doit être réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation doivent être mis en oeuvre.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et la construction des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air.

Repère du conduit (plan dossier)	Atelier	HAUTEUR DE CHEMINÉE en mètres :
1	Laminoir brouillard huile	13
2	Laminoir air chaud	13
3	Ligne Galva 2 four recuit	26,9
4	Ligne peinture 2 incinérateur	23,35
5	Ligne Galva 1 four recuit	27,85
6	Ligne peinture 1 Incinérateur tête 1	25
7	Ligne peinture 1 Incinérateur tête 2	25
8	Ligne de décapage chaudière	>6
9	Ligne de décapage laveur buées acides	20

Article 15: Rejet air de la chaîne de traitement de surface (ligne de décapage)

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées, au moyen des meilleures technologies disponibles, avant rejet à l'atmosphère.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles. Les effluents ainsi aspirés doivent être épurés, le cas échéant, au moyen de techniques adaptées (laveurs de gaz, dévésiculeurs, etc.) pour satisfaire aux exigences de l'article 19-2 du présent arrêté.

Article 16: PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

16-1) Règles générales

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

16-2) Prélèvements des eaux

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau.

Sans préjuger des dispositions du décret du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau, les prélèvements d'eau sont faits à partir de :

ORIGINE DE L'EAU	N° du POINT DE PRÉLÈVEMENT
Réseau public	N°1 (300m ³ /j)
Forage (2 pompes)	N°2 (71m ³ /h)

Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

En cas de raccordement à un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage doit être équipé d'un système de disconnexion. Ces systèmes de déconnexion feront l'objet d'un contrôle 2 fois par an, dont les résultats seront transmis aux services de la DDASS.

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions doivent être prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

16-3) Conditions de rejets au milieu récepteur

Les rejets d'eaux résiduelles se font dans les conditions suivantes :

ATELIER OU CIRCUIT D'EAU	RESEAU INTERNE	MILIEU RECEPTEUR
Eaux de refroidissement		Retour en nappe
Station de traitement de surface	Réseau EU	Canal
Eaux vannes	Réseau EP	Milieu naturel
Eaux pluviales	Réseau EP	Milieu naturel

Une étude technico-économique sur le traitement des eaux pluviales sera fournie à l'inspection des installations classées sous un délai d'un an.

16-4) Prévention des pollutions accidentelles

16-4-1) Règles générales

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et la construction des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

16-4-2) Cuvette de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- ⇒ 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- ⇒ 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- ⇒ dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- ⇒ dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- ⇒ dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduelles.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauge de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteur de remplissage.

L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable à tout moment.

16-4-3) Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées en 16-4-2.

Article 17: PRÉVENTION DES RISQUES

17-1) Accessibilité

Les installations de l'établissement doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Chaque bâtiment est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

17-2) Canalisations de transport

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes et sectionnables.

Si elles sont enterrées, elles sont placées dans des gaines ou caniveaux étanches, équipés de manière à recueillir des éventuels écoulements accidentels.

Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures

(corrosions, chocs, température excessive, tassement du sol...).

Les supports ou ancrages des canalisations doivent être appropriés au diamètre et à la charge de celles-ci. Toutes les dispositions sont prises pour empêcher que la dilatation n'entraîne des contraintes dangereuses sur les canalisations ou leurs supports.

Les vannes et tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.

17-2-1)Canalisations de fluide de coupe

Les machines et ateliers sont conçus et aménagés de façon à recueillir tous les fluides de coupe en vue de leur stockage ou de leur réutilisation. Les sols sous les machines sont étanches et les canalisations de transferts de ces fluides doivent pouvoir être inspectées facilement grâce à des regards.

17-3)Localisation des risques

L'exploitant tient à jour, sous sa responsabilité, le recensement des parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement.

Parmi celles-ci, l'exploitant définit, sous sa responsabilité, deux types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- ⇒ une zone de type I : zone à atmosphère explosive permanente ou semi-permanente,
- ⇒ une zone de type II : zone à atmosphère explosive, épisodique, de faible fréquence et de courte durée.

17-4)Comportement au feu des bâtiments

La conception générale de l'établissement est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction seront d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Pour tous les nouveaux ateliers ou pour tous travaux importants de réfection d'un atelier, les règles constructives sont notamment constituées des éléments suivants :

- ⇒ murs et planchers hauts coupe-feu de degré deux heures ;
- ⇒ couverture incombustible ;
- ⇒ porte donnant vers l'extérieur pare flamme, de degré une demi-heure.

17-5)Installations électriques

Les installations électriques sont conformes à la norme NFC 15.100 pour la basse tension et aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200. pour la haute tension.

Dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion, les canalisations et le matériel électrique

doivent être réduits à leur strict minimum, ne pas être une cause possible d'inflammation et être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans les locaux où ils sont implantés.

Ainsi, dans les locaux exposés aux poussières et aux projections de liquides, le matériel est étanche à l'eau et aux poussières en référence à la norme NFC 20.010. Dans les locaux où sont accumulées des matières inflammables ou combustibles, le matériel est conçu et installé de telle sorte que le contact accidentel avec ces matières ainsi que l'échauffement dangereux de celles-ci soient évités. En particulier, dans ces zones, le matériel électrique dont le fonctionnement provoque des arcs, des étincelles ou l'incandescence d'éléments, n'est autorisé que si ces sources de dangers sont incluses dans des enveloppes appropriées.

Dans les zones à risques d'explosion, les installations électriques sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 - J.O. du 30 avril 1980).

En particulier, pour les zones I, elles doivent répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application et pour les zones II, elles doivent, soit répondre aux mêmes dispositions, soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) sont installés à l'extérieur des zones de dangers

Les transformateurs, contacteurs de puissance, ... sont implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones à risques.

17-6) Electricité statique - Mise à la terre

En zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

Les matériels constituant les appareils en contact avec les matières, produits explosibles ou inflammables à l'état solide, liquide, gaz ou vapeur, doivent être suffisamment conducteurs de l'électricité afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

Les transmissions sont assurées d'une manière générale par trains d'engrenage ou chaînes convenablement lubrifiées. En cas d'utilisation de courroies, celles-ci doivent permettre l'écoulement à la terre des charges électrostatiques formées, le produit utilisé, assurant l'adhérence, ayant par ailleurs une conductibilité suffisante.

Les systèmes d'alimentation des récipients, réservoirs doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre.

17-7) Foudre

L'ensemble de l'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions conformes aux normes applicables en la matière (NFC 17.100, ENV 61.024-1,...)

17-8) Désenfumage

Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, sur au moins 1 % de leur surface d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la

surface est au moins égale à 0,5 % de la surface du local. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les accès.

17-9) Ventilation des locaux à risques d'explosion

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

17-10) Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- ⇒ un réseau d'eau public ou privé alimentant deux poteaux d'incendie, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau est capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m³/heure chacun, des poteaux ou bouches d'incendie.
- ⇒ des extincteurs et robinets d'incendie armés répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- ⇒ un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; notamment en cas de chômage du canal.
- ⇒ des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
- ⇒ Un 3^{ème} poteau incendie de 60m³/h sera installé au niveau de l'angle sud du hall 3.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

A la demande de l'exploitant, les moyens de défense extérieurs contre l'incendie sont réceptionnés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

17-11) Issue de secours

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'établissement dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel doivent comporter des dégagements permettant une évacuation rapide. Les schémas d'évacuation sont rédigés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel.

TITRE III

Règles d'exploitation

Article 18: GÉNÉRALITÉS

18-1)Maintenance - Provisions

Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement doivent être entretenus régulièrement. En particulier, les appareils de mesure fonctionnant en continu sont vérifiés et calibrés à des intervalles réguliers.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipement utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc...

18-2)Connaissance des produits – Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231.53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

18-3)Stockage dans les ateliers

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

18-4)Contrôles des accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

18-5)Intégration dans le paysage

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement, et notamment autour des émissaires de rejets liquides, (plantations, engazonnement, etc).

Article 19: PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

19-1) Règles générales

Les dispositions relatives aux 5 tours aéroréfrigérantes figurent en annexe 1 du présent arrêté.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les installations de traitement doivent être exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

19-2) Valeurs limites de rejets de la chaîne de traitement de surface (ligne de décapage):

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :

Acidité totale exprimée en H	< 0,5 mg/Nm ³ (*) /
HF, exprimé en F	< 5 mg/Nm ³ 2 mg/m ³ AMTS 2006
Cr total	< 1 mg/Nm ³ /
dont Cr VI	< 0,1 mg/Nm ³ /
Alcalins, exprimés en OH	< 10 mg/Nm ³ /
NOx, exprimés en NO ₂	< 100 ppm /

(*) Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

19-3) Valeurs limites de rejets des installations de combustion

Les rejets atmosphériques des chaudières fonctionnant au gaz naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Poussières	< 5 mg/Nm ³ (*)
Oxydes de soufre en équivalent SO ₂	< 35 mg/Nm ³
Oxydes d'azote en équivalent NO ₂	< 150 mg/Nm ³

(*) seuils mesurés à 3% d'oxygène

19-4) Valeurs limites des rejets et des lignes de laquage:

La valeur limite des rejets de COV, après traitement par incinération des effluents gazeux issus des lignes de laquage, sera de 50 mg / Nm³, exprimés en carbone organique total (COT). Le flux horaire total sera inférieur à un kilogramme.

19-5) Surveillance des rejets gazeux

L'exploitant réalise un contrôle annuel des rejets gazeux de la chaîne de traitement de surface sur les paramètres suivants :

⇒ Acidité totale exprimée en H ; *tous le tableau ?*

Le résultat de ces contrôles est transmis à l'Inspecteur des Installations Classées. *15 les ans*

Article 20: PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

20-1) Règles générales

Le rejet direct ou indirect, même après épuration d'eaux résiduaires, dans une nappe souterraine est interdit.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne doivent pas être susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne doivent pas contenir de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les installations de traitement doivent être exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

20-2) Prélèvements et consommations

Le relevé des indications est effectué tous les mois et est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

20-3) Valeurs limites des eaux résiduaires industrielles

Les rejets d'eau de traitement de surface après traitement se font dans le canal.

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes contrôlées sur l'effluent brut non décanté :

⇒ Débit : 170 m³/j
 ⇒ Débit de pointe : 7 m³/h
 ⇒ Température : <30 °C
 ⇒ pH compris entre 5,5 et 9

Paramètres	Concentration	Flux
Métaux : Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn	< 15 mg/l,	< 2,55 kg/j

Cr VI → 0,1
Cr III (total) → 2.

16

Paramètres	Concentration	Flux
Cr Total	< 1 mg/l	< 170 g/j
Cr III	< 0,5 mg/l	< 85 g/j
Cd	< 0,2 mg/l	< 34 g/j
Ni	< 0,5 mg/l	< 85 g/j
Cu	< 0,5 mg/l	< 85 g/j
Zn	< 3 mg/l	< 510 g/j
Fe	< 5 mg/l	< 850 g/j
Al	< 5 mg/l	< 850 g/j
Pb	< 0,5 mg/l	< 85 g/j
Sn	< 2 mg/l	< 340 g/j
Mn	< 1 mg/l	< 170 g/j
MEST	< 30 mg/l	< 5,1 kg/j
CN	< 0,1 mg/l	< 17 g/j
F	< 15 mg/l	2,55 kg/j
Azote global exprimé en N	< 380 mg/l	< 64,6 kg/j
Nitrites	< 1 mg/l	< 170 g/j
P	< 10 mg/l	< 1,7 kg/j
DCO	< 300 mg/l	< 51 kg/j
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l	< 850 g/j

Les rendements de la station de traitement des eaux doivent être au moins de :

- ⇒ 97 % pour les MEST
- ⇒ 95 % pour la somme des métaux

20-4) Surveillance des rejets aqueux

L'exploitant assure un contrôle de ses rejets d'eaux industrielles vers le canal de la Marne au Rhin selon le schéma suivant :

Paramètres	Interne	Externe
Volume	Enregistrement en continu	Trimestriel
pH	Enregistrement en continu	
DCO (NF T90 101)	Journalière	
Fer	2fois/jour**	
Zinc (ISO 8288)	2fois/jour**	
Nickel (ISO 8288)		
Cr 6 (ISO 11083)	2fois/jour**	
Cyanures (ISO 6703-2)		
Métaux (*)	Trimestrielle	
Hydrocarbures	Trimestrielle	
MEST (NF T90 105-2)	2fois/jour**	
Phosphore (ISO 6878)		
Azote global		

(*) somme des métaux telle que définit à l'article 20-3

(**) cette fréquence sera revue en fonction des résultats.

Les prélèvements pour analyse se font sur un échantillon moyen journalier représentatif des rejets. Les rejets sont conformes si les concentrations mesurées respectent les seuils fixés à l'article 20-3.

La mesure instantanée du pH doit permettre de déclencher une alarme et d'interrompre automatiquement les rejets vers le canal.

La surveillance externe est effectuée par un laboratoire agréé choisi en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées, ou dans le cadre de l'Assistance Technique Industrielle. Les résultats des contrôles internes ou externes sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées selon les modalités qu'il aura définies. *Envoi trimestriel*

20-5) Surveillance de la nappe et suivi analytique des eaux et sédiments du canal:

20-5-1) L'exploitant met en place un piézomètre de contrôle de la qualité de la nappe souterraine en amont hydraulique du site. La hauteur piézométrique de la nappe est relevée sur ce piézomètre et sur le forage d'eau industrielle situé en aval suivant une fréquence semestrielle. Les paramètres jugés pertinents pour le suivi de la qualité de l'eau seront définis en accord avec l'Inspecteur des Installations classées.

20-5-2) L'exploitant effectue un suivi analytique de la qualité de l'eau et des sédiments du canal de la Marne au Rhin selon un protocole défini par le service chargé de la Police de l'eau. Ce protocole est établi dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté et une copie est transmise à l'Inspecteur des Installations classées.

Les frais exceptionnels d'entretien ou de restauration des voies navigables entraînés par les rejets de la station physico-chimique de l'établissement peuvent donner lieu au versement de participations proportionnées au montant de ces frais.

20-5-3) En cas de période de chômage du canal de la Marne au Rhin, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour cesser le rejet de ses effluents dans ce canal.

20-6) Valeurs limites des rejets des eaux pluviales et de refroidissement

Les eaux pluviales et les eaux de refroidissement rejetées vers la ballastière ou au milieu naturel doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- ⇒ MEST < 100 mg/l (NF T90 105)
- ⇒ DBO₅ (sur effluent non décanté) < 100 mg/l (NF T90 103)
- ⇒ DCO (sur effluent non décanté) < 300 mg/l (NF T90 101)
- ⇒ Hydrocarbures totaux < 10 mg/l (NF T90 203)

par Une étude technico-économique du traitement des eaux pluviales et des éventuelles eaux d'extinction d'incendie sera fournie sous un an.

Article 21: ÉLIMINATION DES DÉCHETS

21-1) Gestion des déchets

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour limiter les quantités de déchets produits notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité trimestrielle produite sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.

Les conditions de stockage des déchets et résidus produits par l'établissement, avant leur élimination, doivent permettre de limiter les risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

L'exploitant doit être en mesure de présenter à l'inspecteur des Installations Classées tous les documents justifiant de l'application du présent article.

21-2)Déchets d'emballage

Tous les déchets d'emballages soumis aux dispositions du décret n°94-609 du 13 juillet 1994, relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages, doivent être valorisés dans des installations dûment prévues à cet effet.

21-3)Élimination des déchets

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre du Code de l'Environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant 3 ans.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées une caractérisation précise et une quantification de tous les déchets générés par ses activités.

21-4)Transport

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

21-5)Autosurveillance déchets

Un état récapitulatif de l'élimination des déchets industriels spéciaux est envoyé trimestriellement à l'inspecteur des installations classées.

Article 22: BRUIT ET VIBRATIONS

22-1)Règles générales sur le bruit

Les installations sont exploitées de façon que les émissions sonoriennes ne soient pas à l'origine de valeurs supérieures à celles précisées dans la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement pour les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les portes des ateliers doivent rester fermées pour limiter l'incidence de l'activité industrielle sur les riverains.

22-2)Valeurs limites sur le bruit

On appelle émergence la différence entre le niveau du bruit ambiant, établissement en

fonctionnement, et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt.

On appelle zones à émergence réglementée :

- ⇒ L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse).
- ⇒ Les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation.
- ⇒ L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les valeurs limites de l'émergence dans les zones à émergence réglementée sont les suivantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les niveaux sonores mesurés en limite de propriété sont limités à :

	Jour (7h00- 22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00- 7h00) et dimanches et jours fériés
Niveau limite en limite de propriété	67 dB(A)	60 dB(A)

22-3) Mesures périodiques du bruit

L'exploitant réalise une mesure du bruit dans l'environnement tous les 3 ans par du personnel compétent afin de vérifier le respect des valeurs citées ci-dessus. Le résultat de ces mesures est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 23: PRÉVENTION DES RISQUES

23-1) Vérifications périodiques

Les installations électriques, les engins de manutention, les bandes transporteuses et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.

La valeur des résistances des prises de terre est périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre fera l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure sera décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Cette vérification devra également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

23-2) Interdiction des feux

Dans les zones à risques de l'établissement, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

23-3) Permis de feu dans les zones à risques

Dans les zones à risques de l'établissement, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise d'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

23-4) Propreté des locaux à risques

Les locaux à risques doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

23-5) Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- ⇒ L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones à risques de l'établissement ;
- ⇒ L'obligation du "permis de travail" pour les zones à risques de l'établissement ;
- ⇒ Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- ⇒ Les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant

des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 0.

- ⇒ Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- ⇒ La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...
- ⇒ Les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration.

23-6) Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- ⇒ Les modes opératoires ;
- ⇒ La fréquence de contrôle des dispositifs de réglage, de signalisation, de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- ⇒ Les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- ⇒ Le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité minimale de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation.

23-7) Formation du personnel à la lutte contre l'incendie

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour assurer la formation du personnel susceptible d'intervenir, en cas de sinistre, à l'usage des matériels de lutte contre l'incendie. Une première équipe d'intervention est formée et informée périodiquement dans le cadre d'exercices incendie.

L'exploitant communiquera au service départemental d'incendie et de secours les informations nécessaires à l'élaboration et la mise à jour du plan d'intervention de l'établissement.

23-8) Prévention des pollutions accidentelles

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

Toutes dispositions sont prises pour que les liquides répandus à la suite d'un accident ou d'un incident (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ne puissent gagner directement le milieu récepteur (mise en place de tapis obturateurs).

Les produits ainsi recueillis et ceux recueillis dans les ouvrages visés au point 16-4 sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 20-3 ou à l'article 21.

L'exploitant respectera les recommandations de la circulaire du 23 avril 1999 concernant l'entretien des tours d'aéroréfrigération ; en outre, il fera effectuer, au moins une fois par an une analyse des eaux des installations (température, PH, TH, TAC, conductivité, chlorures, concentration en légionella...) dont les résultats seront transmis conjointement à l'Inspecteur des Installations Classées et à la DDASS.

TITRE IV

Modalités d'application

Article 24: Délais d'application

Les points et aménagements, ci-après, doivent être respectés ou réalisés, dans les délais suivants:

Article 16	Etude technico-économique, traitement Eaux pluviales	1 an
Article 17-10	Implantation d'un 3 ^{ème} poteau incendie	1 an

Article 25: Informations et documents à consigner par écrit et/ou à tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées

Article 11	Plan des installations	
Article 17-3	17-3) Localisation des risques	Plan des zones à risque
Article 17-5	17-5) Installations électriques	Vérification périodique
Article 18-2	18-2) Connaissance des produits – Etiquetage	
Article 20-2	20-2) Prélèvements et consommations	
Article 21-1	21-1) Gestion des déchets	
Article 21-3	21-3) Élimination des déchets	
Article 22-3	22-3) Mesures périodiques du bruit	Tous les 3 ans
Annexe 1	Mesure légionella	Tous les ans

Article 26: Informations à transmettre à l'inspecteur des installations classées ou au Préfet

Article 19-4	19-5) Surveillance des rejets gazeux	
Article 20-4	20-4) Surveillance des rejets aqueux	
Article 21-5	21-5) Autosurveillance déchets	

Article 27: Textes abrogés :

- Arrêté n°91-1521 du 06/05/1991
- Arrêté n°99-1547 du 09/07/1999
- Arrêté n°2000-632 du 12/04/2000
- Arrêté n° 2001-1656 du 03/08/2001
- Arrêté n°2003-660 du 04/04/2003
- Arrêté n°2003-661 du 04/04/2003

Article 28: En vue de l'information des tiers

- 28-1) Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de CONTRISSON et peut y être consultée.
- 28-2) Un extrait de ces arrêtés, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de CONTRISSON pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.
- 28-3) Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 29: Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 30: La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n°38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 31: Le Secrétaire Général de la Préfecture de la MEUSE,
Le Maire de CONTRISSON,
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
Le Directeur Départemental de l'Equipement,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société ARCELOR CONSTRUCTION FRANCE .

et dont une copie sera adressée à l'Inspecteur des Installations Classées.

BAR LE DUC, le 11 décembre 2003

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Hubert VERNET.

Pour ampliation
Le chef de bureau délégué

Marie-José GAND

ANNEXE 1:
Prévention de la légionellose:

Lorsque des tours aéroréfrigérantes (1) sont directement associées à l'installation, l'exploitant devra respecter les dispositions suivantes:

- I. L'exploitant s'assurera de la présence et de l'efficacité d'un pare gouttelettes, ou "dévésiculateur", de manière à limiter l'émission de gouttelettes d'eau par la tour aéroréfrigérante.
- II. 1- L'exploitant mettra en place un entretien et une maintenance adaptés afin de limiter la prolifération des légionnelles dans le système et leur émission. L'exploitant veillera à conserver en bon état de surface et propre le garnissage et les parties périphériques (pare-gouttelettes, caisson) pendant toute la durée de fonctionnement de la tour aéroréfrigérante.
- II 2- Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et au moins une fois par an, l'exploitant procédera à minima à:
 - une vidange du bac de la tour aéroréfrigérante;
 - une vidange des circuits d'eau de la tour aéroréfrigérante ainsi que des circuits d'eau d'appoint;
 - un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques.

Si l'exploitant justifie d'une impossibilité à réaliser la vidange des circuits, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionnelles.

Dans tous les cas, une analyse d'eau pour recherche de légionnelles devra être réalisée dans les quinze jours suivant le redémarrage de la tour aéroréfrigérante.

- II 3- L'exploitant reportera dans un carnet de suivi l'ensemble des opérations réalisées et tiendra ce carnet à disposition de l'inspection des installations classées. Ce carnet contiendra notamment:
 - un schéma de l'installation comprenant une description de la tour et un repérage des bras morts;
 - les volumes d'eau consommés mensuellement;
 - les périodes d'arrêt et de fonctionnement;
 - les opérations réalisées (vidanges, nettoyage, traitement de l'eau);
 - les prélèvements et analyses effectués.
- III. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant mettra à disposition des personnels intervenant à proximité du système de refroidissement ou sur le système lui-même, les équipements individuels de protection adaptés (masques pour aérosols solides et liquides, gants) destinés à les protéger contre l'exposition aux produits chimiques et aux aérosols susceptibles de contenir des germes pathogènes.
Un panneau devra signaler le port du masque obligatoire.

- IV L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement. Ces prélèvements et analyses seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Les frais de prélèvements et d'analyses seront supportés par l'exploitant.
- V Des analyses d'eau pour recherche de légionelles seront réalisées pendant la période de fonctionnement des tours aéroréfrigérante(s), au minimum une fois par an avant l'été.
- VI Si les analyses d'eau pour recherche de légionelles mettent en évidence une concentration à 10^5 unités formant colonies par litre d'eau (UFC/l), l'exploitant devra stopper immédiatement le fonctionnement du système de refroidissement, en informer immédiatement l'inspection des installations classées et lui proposer des actions correctives adaptées.
Si les analyses d'eau pour recherche de légionelles mettent en évidence une concentration comprise entre 10^3 et 10^5 UFC/l l'exploitant devra mettre en œuvre les mesures nécessaires pour abaisser la concentration en légionelles en dessous de 10^3 UFC/l. Il réalisera un nouveau contrôle deux semaines après le prélèvement ayant mis en évidence la concentration comprise entre 10^3 et 10^5 UFC/l. Le contrôle sera renouvelé toutes les deux semaines tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.
- VII Tous les résultats des analyses d'eau (points II, VI et V) pour recherche de légionelles seront adressés dès leur réception à l'inspection des installations classées et aux services de la DDASS.
- VIII L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera doté d'un compteur. Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau, dans le cas où le système est alimenté par le réseau de distribution public d'eau destinée à la consommation. Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

(1) Un dispositif de refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air.